

<http://ugtg.org/spip.php?article1847>



Informations Internationales / Haïti : Le ministre brésilien de la Défense, Celso Amorim, reçoit la délégation qui demande le retrait des troupes d'Haïti



Date de mise en ligne vendredi 20 juillet 2012

- Actualité -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Lors de la réunion, le 10, au cabinet du ministère de la Défense, à Brasilia, Markus Sokol a présenté au ministre la campagne pour le retrait des troupes décidée en novembre dernier au Meeting continental qui a vu la participation de représentants de 7 pays à la Mairie de Sao Paulo, où a été lancé l'appel à la Journée continentale du 1^o juin dernier exigeant le retrait des troupes, qui est à l'origine de cette audience.

Sokol a mis en cause la présence de la Minustah qui, après 8 ans, n'a apporté aucune stabilisation ni soulagé la misère, créant une situation de fraudes successives aux élections présidentielles, sans que parvienne l'aide internationale annoncée, et il a demandé : « Que faisons-nous en Haïti ? Un ex-ministre (Jobim) a dit que nous nous entraînons à combattre dans les « favelas » de Rio, ce n'est pas possible ! Les manifestations en Haïti demandent toujours la restauration de la souveraineté nationale et le retrait des troupes. Il y a même une détérioration, comme lors de la récente invasion de la Faculté des Sciences humaines (FASCH) par les troupes brésiliennes, malgré la protestation du Recteur de l'université lui-même. Ce gouvernement ne peut avaliser cela, ce sont des agissements propres aux gouvernements tels que ceux d'Alckmin et de Serra (du PSDB, parti pro-imperialiste au gouvernement à São Paulo, qui envahi la Université local) ».

Le député Ferro a souligné : « il y a 8 ans je comprenais la présence des troupes pour une période donnée, mais aujourd'hui, je ne trouve pas dans les faits de justification à leur maintien. »

Le député Adriano a rappelé le retrait de l'Armée du Morro do Alemão (RJ), en soulignant que « les troupes ne peuvent régler les conflits sociaux. Nous sommes contre l'idée d'intervention de l'armée, diffusée par l'École des Amériques (des USA). Nous devons bannir cela de notre histoire. » Il a fini en demandant au ministre « quel est le calendrier du retrait ? »

Alexandre Conceição a affirmé « la position du MST est pour le retrait des troupes. Voilà de nombreuses années que nous avons une Brigade dans ce pays, dans un projet de coopération avec les mouvements paysans, d'échange d'expériences, alors que nous recevons, au Brésil, des délégations d'haïtiens pour des cours de formation. C'est cela qui devrait être le modèle de coopération du Brésil avec Haïti. »

Figolé Saint Cyr est venu au Brésil à l'invitation de la CUT (qui soutient le retrait des troupes, et dont les dirigeants étaient ce jour-là en congrès à Sao Paulo). Il a expliqué qu'il était venu « demander la solidarité des brésiliens pour la reconstruction d'Haïti, non seulement matérielle, mais de sa souveraineté, qui est incompatible avec la présence des troupes, décidée par les puissances occidentales. » Il a estimé que « après 8 ans, les forces dites de stabilisation, sont de véritables troupes d'occupation qui ont apporté au pays l'épidémie de choléra et qui violent notre souveraineté. Le Brésil pourrait aider en donnant l'exemple et en retirant ses troupes. Je suis allé à l'ONU l'an dernier, mais ils n'ont ouvert aucune perspective, ils n'ont donné aucune date. Mais ce que le peuple haïtien veut, ce que les organisations du mouvement syndical et populaire demandent : le retrait des troupes. »

Le ministre Celso Amorim a justifié l'envoi de troupes (« éviter le chaos »), et a nié qu'elles étaient un instrument « de colonialisme des puissances », mais il a dit qu'aujourd'hui « notre intention est de sortir, mais cela doit être décidé avec d'autres ministères, et d'autres pays, en particulier d'Amérique du Sud, et l'ONU, car nous ne pouvons rien faire unilatéralement. La présence des troupes a été demandée par le gouvernement d'Haïti, et le Conseil de sécurité de l'ONU est la seule instance qui légitime ce type d'intervention. Je pense qu'elle a duré déjà plus que souhaité, ce qui a pu créer tel ou tel conflit, mais tout incident a été investigué. Nous devons planifier un retrait progressif et, je répète, décidé par le dialogue avec nos partenaires de l'Unasul dont les pays y ont des troupes. »

Le ministre a reconnu que « la revendication de réparation pour le choléra mérite être examinée par l'ONU » et il a dit « n'est pas informé de l'affaire de la faculté. »

« Nous pouvons avoir des points de vue différents, c'est pourquoi je mets en avant le dialogue », a-t-il conclu, « comme citoyen j'ai déjà dit ce que je pense, nous devons retirer les troupes. Mais, comme ministre, je dis retirer, oui, investigate les incidents, oui, mais pas un retrait abrupt et désordonné, le retrait progressif est raisonnable ; moi je laisserais un bataillon et le reste des ingénieurs et des techniciens, mais l'ONU ne voit pas les choses ainsi. »

Le ministre a reçu des mains de Barbara Corrales un Dossier avec le compte-rendu de la Commission internationale d'enquête sur les abus et crimes commis par la Minustah, y compris un dossier de la récente invasion de la FASCH par les troupes brésiliennes.

Finalement interrogé sur la question d'un calendrier du retrait, le ministre a accepté une nouvelle audience d'ici à trois mois, « avant y compris la discussion sur le renouvellement du mandat des troupes de l'ONU le 15 octobre. »